



# LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Octobre 2010 – n°55

## SOMMAIRE

**CLASH EUROPÉEN : QUI PAIERA LA NOTE ?.....P.2**

*Bruno Véver*

**L'AVENIR DE L'EURO IMPOSE UN SURSAUT FRANCO-ALLEMAND.....P.4**

*Bruno Véver*

**LE MODÈLE HARMONIEUX DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE : Un exemple pour l'intégration latino-américaine..... P.6**

*Jorge Nuño*





---

## Clash européen : qui paiera la note ?

**Bruno VEVER**  
Secrétaire Général

---

De prime abord, l'Europe abordait cette rentrée 2010 avec quelques motifs de réconfort : un retour au calme des marchés financiers, après l'alerte sur l'euro ; une éclaircie pour la croissance, avec l'embellie économique allemande ; une reprise du commerce international, attestée par Pascal Lamy.

Il restait à resserrer la solidarité européenne pour en tirer le meilleur parti et présenter un front uni à la veille de plusieurs « sommets » internationaux : avec la Chine en octobre, avec les Etats-Unis en novembre, le même mois avec le G20 à Séoul puis avec tous nos partenaires mondiaux à Cancun sur le climat, enfin avec la Russie en décembre. Cette meilleure cohésion européenne devrait aussi optimiser les auspices de la présidence Sarkozy du G20 et du G8 en 2011. Voilà pourquoi Herman Van Rompuy avait convié les 27 au Conseil européen du 16 septembre.

C'était sans compter avec la soudaine dégradation du climat européen qui aura suivi les expulsions de Roms engagées en France au cours de l'été. Les réactions du Parlement européen et de la Commission à ces expulsions ont paru surprendre les autorités françaises. C'est pourtant cette surprise qui apparaît la plus surprenante.

Le traité de Rome de 1957 garantit déjà la libre circulation des personnes et interdit toute discrimination de traitement entre ressortissants communautaires. Les derniers traités et notamment celui de Lisbonne sont même allés plus loin en créant un concept de citoyenneté européenne, appuyé sur des principes et sur des droits communs, y compris la non discrimination ethnique. A tous ces titres, les Roms relèvent directement de ces libertés et de ces droits.

Mais comme trop souvent à Paris, la mentalité hexagonale a eu du mal à suivre. La « bourde » de la circulaire du cabinet Hortefeux, tardivement révélée par la presse et corrigée à la sauvette par le ministre, apparaît révélatrice d'une méconnaissance assez consternante des règles européennes qui nous a fréquemment valu le ruban bleu des mises en infraction au marché unique. Non pas que nos voisins soient, face aux diverses prescriptions et contrôles de Bruxelles, forcément plus exemplaires, mais certainement moins maladroits. Et les pouvoirs publics français ont bien sûr perçu comme une ingérence inacceptable les interventions d'un Parlement européen et d'une Commission européenne qui étaient pourtant ici, et plus encore depuis la charte des droits fondamentaux, tout à fait dans leur rôle.

L'escalade verbale qui s'en est suivi n'aura servi les intérêts de personne. La commissaire Viviane Reding n'a certes pas cadré le débat de la façon la plus objective et la mieux appropriée quand elle s'est référée au noir passé de la seconde guerre mondiale – ce dont elle a fait depuis amende honorable -. Mais Pierre Lellouche ne s'est guère illustré comme secrétaire d'Etat aux affaires européennes quand il a dénié à la Commission son rôle de gardienne des traités, qualifié ses mises en garde d'infantilisation, opposé grands et petits



Etats, et brandi à la face de Bruxelles le rideau inviolable d'une souveraineté française – sans avoir depuis, quant à lui, apporté le moindre bémol à ses propos -.

On peut également douter que Nicolas Sarkozy ait renforcé sa propre position et donc celle de la France en égratignant à bon compte le Luxembourg à travers la commissaire ni en faisant remonter la pression sur Manuel Barroso, s'attirant une spectaculaire prise de distance de l'Allemagne qui aura tenu à préciser que la Commission dans cette affaire n'est pas seulement dans son droit mais « dans son devoir ». Sans parler du cinglant démenti également apporté outre-Rhin aux allégations du président français sur des projets allemands d'évacuation de « camps » de Roms, qui ont heurté un tabou sémantique chez nos voisins et été niés avec véhémence. Décidément, il n'est bon pour personne de paraître peu ou prou, consciemment ou non, s'aventurer du côté des mauvais fantômes de l'Europe.

Ce jeu de massacre aura fait irrésistiblement penser au fameux dessin de Caran d'Ache « ils en ont parlé ». Mais c'est ici l'Europe qui est passée sous la table des controverses et des empoignades. Et ce sont bien tous les Européens, au-delà même des Roms et de leurs problèmes laissés ouverts, qui risquent fort d'en payer l'addition salée. Quel spectacle avons-nous offerts à nos partenaires internationaux, alors que tous les Européens, tant entrepreneurs que salariés, sont avant tout confrontés aux échéances pressantes de la mondialisation, et donc à un besoin urgent d'Europe ?

Et maintenant ? Si le feu a pris si vite, c'est que l'environnement était favorable, faute de bonne volonté, de respect mutuel et d'esprit communautaire – pour autant que ce concept garde chez nous un peu de considération -. Or, face au monde tel qu'il est, personne en Europe à commencer, s'il est besoin de mettre les points sur le « i », par les Français ne gagnera à faire en Europe ni de l'Europe une politique de terre brûlée.

Il est donc urgent de calmer le jeu et de revenir à la très pertinente « méthode Monnet » : se mettre ensemble « face » au problème pour le régler, en veillant à ne pas le laisser s'obstruer « entre » nous et nous diviser. En définitive, tout ceci aura bien confirmé que, malgré nos incontestables et parfois remarquables acquis européens, l'état d'esprit de Jean Monnet demeure malheureusement en 2010 – nul n'est prophète dans son pays - autant sinon plus en avance sur notre temps qu'il ne l'était déjà en 1950 sur le sien !



---

# L'avenir de l'euro impose un sursaut franco-allemand

**Bruno VEVER**  
Secrétaire Général

---

« Ni avec toi, ni sans toi ». Cette épitaphe qui clôturait « La femme d'à côté » serait-elle en train de donner son ton fatal et délétère aux relations avec notre voisin d'outre-Rhin comme avec l'euro ? Les indices qui font en tout cas craindre un alourdissement du climat se sont succédé ces derniers mois.

C'est bien sûr Angela Merkel qui, à force de freiner des quatre fers à l'encontre d'une solidarité des pays de l'euro, a fini par endosser à son tour une réputation de « dame de fer », ne concédant l'arrangement du printemps dernier que face au risque d'un embrasement méditerranéen.

C'est aussi Nicolas Sarkozy qui persiste à cultiver l'exception française. Ayant subitement admis la nécessité d'un rapprochement fiscal avec l'Allemagne, il a mandaté la Cour des comptes pour un examen comparatif, relevant au passage que ce sont les sociaux-démocrates qui ont aboli outre-Rhin l'impôt sur le capital – tout comme leurs homologues espagnols -. Mais ce fut pour assurer sans autre transition que cet impôt, désormais exclusivement français, sera maintenu car il n'est pas « le président des riches » !

Ainsi, au lieu de travailler entre Français et Allemands dans la cohérence, le pragmatisme, le sérieux et si nécessaire la discrétion pour construire cette union économique qui manque cruellement à l'union monétaire, on continue – comme toujours tout au long de ces douze premières années de l'euro – à faire diversion et à distraire l'opinion.

Malgré les bonnes intentions, le « tea time » new-yorkais Sarkozy-Merkel effaçait mal la prise de distance de Berlin faisant suite au clash de la veille à Bruxelles. Et Pierre Lellouche peinait à rassurer en affirmant, après une « sortie » anti-bruxelloise qui eut été impensable outre-Rhin, « le franco-allemand, c'est comme ça ! », joignant à l'appui pouce et index...

De semaine en semaine, le chaud et le froid soufflent ainsi de part et d'autre du Rhin, de Bruxelles, de l'euro et de l'Europe, attisés par les bourrasques de la mondialisation. Sous ces rafales incontrôlées, l'union monétaire, même lestée de son nouveau ballast de 750 milliards d'euros, ressemble plus que jamais à un bateau ivre. Il manque encore et toujours un commandement à la barre, malgré tous les mérites du travail en soute de Jean-Claude Trichet.

Depuis sa mise en place en 1999, l'UEM n'a en effet cessé de s'avérer une entreprise bancaire : l'euro ne s'est accompagné que d'une « cohabitation » économique approximative des pays participants, bien en deçà du cahier des charges d'une union monétaire cohérente et durable. La zone euro n'a guère progressé depuis sur la voie de l'intégration, alors même que la mondialisation ne cesse de rebattre les cartes.

L'élargissement de l'UEM a en effet été préféré à son approfondissement, avec une zone euro passée de 11 à 16, bientôt 17 en janvier – alors que l'un n'aurait pas du aller sans l'autre -.



La France et l'Allemagne cofondatrices de l'euro n'ont cessé de se jouer mutuellement une interminable valse-hésitation, passant des échappatoires aux oppositions, sur des sujets aussi essentiels que la revalorisation de l'Eurogroupe, l'institutionnalisation d'un Sommet des pays de l'euro, l'indépendance de la Banque centrale européenne, le contrôle des déficits publics, les pouvoirs disciplinaires de la Commission, la nature et la portée des sanctions aux manquements et infractions, la rigueur budgétaire, la gouvernance euro-économique, le taux optimal de change, la création et les modes de gestion et d'intervention d'un véritable fonds monétaire européen et, last but not least, la conception politique d'une UEM permettant d'aller plus loin dans l'intégration, avec ou sans les autres.

Quand elles se rejoignent, c'est hélas pour revendiquer plutôt moins d'Europe que plus d'Europe. En témoigne leur connivence à obtenir l'alignement du budget communautaire sur leurs propres restrictions nationales, sans considération des projets communs d'avenir et des économies d'échelle qui ne peuvent être réalisés qu'à l'échelle européenne.

Avec des responsabilités certainement partagées, tant la France que l'Allemagne des dernières années ont ainsi paru, en matière d'Europe et d'euro, regarder plus volontiers du côté du frein que de l'accélérateur, de l'attentisme que de l'initiative, du jour le jour que de la vision commune, du chacun pour soi que de la solidarité.

Certes, les réformes économiques requises, auxquelles les agences de notation et les marchés financiers prêtent eux-mêmes la plus grande attention, finissent par s'engager en Europe, mais dans une grande disparité et avec des effets très inégaux. Les émeutes grecques du printemps dernier face aux hausses d'impôts et aux restrictions salariales, mais aussi les conflits sociaux français de cette rentrée liés à la réforme des retraites contrastent avec les mutations bien plus consensuelles et réussies outre-Rhin, il est vrai acclimatées de longue date par les contraintes de la réunification.

En toute hypothèse, il manque à ces réformes, pour la plupart douloureuses et impopulaires, la solidarité et l'ambition pour l'avenir que l'Europe devrait assurer, renforçant leur acceptabilité. Autant de perspectives qui ne resteront que verbales et virtuelles en l'absence d'un gouvernement organisé de l'Europe, c'est-à-dire dans l'immédiat d'un gouvernement de l'euro.

Ce commandement intégré qu'appelle l'euro, chacun sait qu'il ne sera pas possible sans refondation du couple franco-allemand. Mais ceci nécessiterait de part et d'autre une volonté, une vision, une audace, une affirmation, une vigueur. En un mot une relance.

Paris et Berlin sont-ils prêts à voir plus loin que leurs postes-frontières sans signification, leurs réflexes pavloviens, leurs sondages fluctuants, leurs clientèles et leurs corporatismes du moment ?

Paraphrasons Saint-Just pour constater qu'après toutes les péripéties vécues à ce jour par notre continent, euro y compris, l'Europe aussi reste une idée neuve en Europe.



---

# Le modèle harmonieux de l'intégration européenne

## Un exemple pour l'intégration latino-américaine

**Lic. Jorge Nuño**

**Directeur Général du Centre d'études économiques et sociales de "Tercer Mundo", AC.**

---

*Le 24 et 25 août dernier l'Université Autonome du Mexique, le Système Economique Latino-américain et Caraïbéen (SELA), ainsi que le Centre d'études économiques et sociales de "Tercer Mundo", ont organisé une conférence sur le thème de "l'Intégration Régionale Latino-américaine: Défis et perspectives". Jorge Nuño, Directeur Général du Centre d'études économiques et sociales de "Tercer Mundo" revient sur cette conférence en présentant à travers cet article l'Union Européenne comme « un modèle harmonieux d'intégration » pour l'Amérique latine.*

La Conférence rassemblait des diplomates, des académiciens et les cadres dirigeants des commissions d'intégration économique sous-régionales du continent. Le recteur José Narro Robles accompagné de représentants du Gouvernement Fédéral, ainsi que du Président de l'Union des Universités d'Amérique latine et des Caraïbes étaient également présents à la séance solennelle inaugurale.

La tâche que nous nous étions fixée lors de ce séminaire était la révision de l'impératif de coopération historique et d'intégration économique de l'Amérique latine. Ceci faisait suite à 50 ans d'efforts et à la création 35 ans plus tôt du Système Economique Latino-américain et Caraïbéen, qui comme on le sait avait été historiquement impulsé par le gouvernement du Président Echeverría en 1975. Ce dernier a su trouver un écho dans la Communauté des Nations de l'Amérique latine et s'est conclu par la signature d'un traité dans la Ville de Panama le 23 octobre 1975.

Le cadre de référence de cette conférence était l'économie de l'Amérique latine qui se trouve aujourd'hui à un tournant. Après plusieurs années d'ajustements économiques intenses qui compliquent la perspective de relance économique, la détérioration des conditions de vie des Latino-américains comme nous le savons a eu un impact négatif sur l'intégration latino-américaine. Ceci s'accompagne d'un processus de démocratisation qui s'inscrit dangereusement entre une base économique précaire et des relations externes encadrées par un endettement externe qui conditionnent d'une manière significative les perspectives de croissance économique et de stabilité politique.

Le séminaire a été un réel succès. Il a généré un échange d'idées et d'expériences historiques du modèle d'intégration régionale. Comme on le sait le drame de l'Amérique latine se situe dans les divisions profondes et la rivalité de ses membres qui ne peut aboutir à une intégration harmonieuse, et aux bénéfices mutuels de la paix, de la démocratie et du développement humain durable.

Ceci me rappelle mon séjour en France. J'accompagnais dans ses missions diplomatiques le Président Luis Echeverría Álvarez à l'UNESCO. Ceci m'a permis d'être témoin de la transformation de la coopération européenne et de l'intégration de l'espace européen, dans le



domaine économique, politique, social et monétaire ce qui représentait une formidable intégration humaine.

Ce Séminaire sur la coopération économique de l'Amérique latine et des Caraïbes, fut l'opportunité d'entendre les voix de diplomates, d'hommes politiques et d'académiciens. Parmi lesquels l'Ambassadeur d'Argentine, du Brésil, de l'Équateur... Chacun a magistralement présenté les organismes d'intégration auxquels ils appartiennent- le marché Commun Centre-américain, la SICA, AUBE, la Communauté Andine, le MERCOSUR...

La discussion ne s'est pas seulement concentrée sur les informations de première main données par les organismes et les secteurs mentionnés. L'analyse est allée au fond de la préoccupation régionale: agir avec ses décisions propres. Elle s'inscrit à la fois dans les mécanismes et les stratégies nationales pour le développement, ainsi que dans le plan d'intégration latino-américaine. L'esprit des penseurs de l'identité nationale et de l'unité continentale, a été présent à chaque instant, parce que "personne ne fera pour nous ce que nous ne faisons pas pour nous-mêmes" comme le soulignait Benito Juárez. Il est ainsi présenté par ses contemporains comme un homme digne d'honneur pour l'Amérique. Il a su repenser le modèle d'intégration et de coopération de l'Amérique latine, afin d'arriver à des nouveaux accords en cumulant les volontés politiques en faveur de l'unité régionale et en encourageant l'articulation et la convergence des schémas sous-régionaux.

L'entrée de l'Amérique latine dans l'ère moderne, marquée par la globalisation et la crise financière née aux États-Unis amène à penser à l'expérience de la construction Européenne, et à l'intégration économique et politique de ses 27 Etats. Les relations économiques et les politiques communes de coopération et d'intégration comme nous le savons ont été le produit d'un long processus imaginé dans les années 50, après la 2ème Guerre mondiale, qui a divisé le Continent Européen en deux. Ceci a entraîné la création d'un monde bipolaire sous la rivalité de deux pays : l'Union soviétique et les États-Unis, avec le danger permanent d'une guerre nucléaire.

Grâce aux grandes idées de Robert Schuman et de Jean Monnet qui sont à l'origine d'une Europe unie et communautaire, la paix et la coopération ont été solidement instaurées à travers le projet commun de production du charbon et de l'acier qui avait été une des causes de la guerre entre l'Allemagne et la France. Cette intégration fut la première pierre sur laquelle reposeraient les fondations du Traité de Rome et d'Euratom. Ceci n'aurait pas été possible sans la disparition des haines et des rancunes nationales.

Grâce aux efforts de coopération des gouvernements et de la société, l'Union Européenne est aujourd'hui formée de 27 états entretenant des relations économiques et politiques de coopération et d'intégration commune. Il s'agit de la liberté de circulation des marchandises, des travailleurs et des capitaux ainsi qu'une entité financière avec un maniement commun pour les 16 États qui en sont membres. Ces libertés obéissent toutes au même ordre juridique qui prime sur le système juridique national des Etats Membres de l'UE.

Nous devrions nous servir de cette expérience en Amérique latine et dans les Caraïbes. La construction d'une vraie intégration à visage humain devrait être étudiée, mais non copiée. Il ne s'agira pas d'un simple échange de marchandises, mais de toutes les questions qui ont une relation dynamique avec les intérêts et le développement régional. L'Amérique latine est une des régions qui possède les plus grandes ressources naturelles comme le pétrole, les ressources hydrauliques, et qui compte une population de presque 600 millions d'habitants. Pour toutes ces raisons nous devrions nous inspirer des idées nobles et visionnaires de Jean Monnet et Robert Schuman.





## **EUROPE & ENTREPRISES**

Association loi 1901  
Maison de l'Europe de Paris  
35 rue des Francs Bourgeois  
75004 Paris  
Mail : [entreprise\\_europeenne@yahoo.fr](mailto:entreprise_europeenne@yahoo.fr)  
Site web: [www.europe-entreprises.com](http://www.europe-entreprises.com)

Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises, contactez le secrétariat de l'association en envoyant votre carte de visite au siège de l'association, en téléphonant au 01 70 37 23 23 ou en envoyant un mail à [entreprise\\_europeenne@yahoo.fr](mailto:entreprise_europeenne@yahoo.fr)

### **Président, Directeur de la Publication :**

Philippe Laurette  
**Rédaction** : [entreprise\\_europeenne@yahoo.fr](mailto:entreprise_europeenne@yahoo.fr)  
**Rédacteur en chef** : Marine Dubost  
**Editorialiste** : Bruno Vever  
**Production** : Europe & Entreprises  
**Numéro ISSN** : 1638-6094

**Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.**